



ST ETIENNE, le 17 Mars 2023

Monsieur le Président,

Les élections du 8 décembre dernier ont confirmé la position de Solidaires Finances Publiques comme première organisation syndicale de la DGFIP.

Malgré des modalités d'organisation de ces élections déplorables, les organisations syndicales de la DGFIP, et plus particulièrement Solidaires Finances Publiques, en sortent renforcées et légitimées. Le taux de participation de 70,27 % à ce scrutin démontre une fois de plus l'attachement des agents de la DGFIP à la démocratie sociale et à un syndicalisme de proximité, force de propositions et combatif.

Cet esprit de combat est d'autant plus important que s'installent, à compter de cette année 2023, les nouvelles instances issues de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019, qui affaiblit les droits, garanties des personnels et fragilise leur défense. La conception qu'elle emporte du dialogue social est très en deçà des urgences sociales, et démontre une fois encore que l'État employeur cherche, avant tout, à aseptiser les phases de discussions et de concertations, et à minimiser toutes formes de négociations sauf à les enfermer dans un carcan d'accord collectif.

La dite loi étant déjà structurante à bien des égards, notamment avec les lignes directrices de gestion, la DGAFF n'a pas jugé opportun de mettre à disposition tant aux administrations qu'aux élus que nous sommes, les outils permettant d'enclencher, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023, le bon fonctionnement des nouvelles instances.

Ainsi, l'annonce d'un projet type de règlement intérieur pour les CSA qui sera présenté en avril 2023 est tout simplement inacceptable.

Pour Solidaires Finances Publiques, la mise en place d'une nouvelle instance, et a fortiori le CSA, doit, quoi qu'il en soit et quoi qu'il en coûte, s'appuyer sur des règles et des pratiques plus favorables que celles qui émaneront du RI type de la DGAFF.

Nous estimons également qu'il est nécessaire que les pratiques qui, antérieurement s'appliquaient dans les CT et CHSCT, demeurent. Ce sont des acquis qui ne doivent pas être perdus.

Dans tous les cas, Solidaires Finances Publiques, au plan national comme au plan local, mettra tout en œuvre pour faire vivre et avancer les revendications des agents de la DGFIP dans toutes les instances de dialogue social, et par tous les moyens que nous jugerons adaptés.

Mais comment avoir encore foi en un vrai dialogue social quand, en plus haut lieu, on foule ce dialogue social au pied et on méprise et tente d'humilier syndicats et autres corps intermédiaires ?

Comment croire en un vrai dialogue social quand tout est déjà ficelé à l'avance, que ce soit au niveau national pour la réforme des retraites où les syndicats ont été reçu juste pour la forme et la photo devant les journalistes mais en aucun cas pour une vraie négociation et un vrai dialogue, ou au niveau de la DDFIP de la Loire où nous sommes consultés sur un certain nombre de projets déjà ficelés dans des CTL puis CSAL qui ne sont malheureusement que trop souvent vu par l'administration que comme une chambre d'enregistrement ?

Comment croire en un vrai dialogue social lorsque le principal représentant de l'État, le président de la république, fait preuve d'un mépris et d'une arrogance indigne envers les syndicats et autres corps intermédiaires ? Comment croire au dialogue social quand on utilise toutes les ficelles les plus grossières et mêmes certaines passibles de poursuites pénales lorsqu'un ministre tente d'acheter les voix de certains députés par téléphone pour faire passer une réforme aussi importante et contestée que la réforme des retraites ? En matière pénale, cela s'appelle une tentative de corruption active. Comment croire en un vrai dialogue social quand le gouvernement fait preuve de lâcheté en n'ayant pas le courage de faire voter la réforme des retraites et en utilisant la violence institutionnelle en dégainant le 49,3? Où est le dialogue ? Où est la démocratie ? A force d'abîmer le dialogue, de mépriser les corps intermédiaires indispensables en démocratie, de toujours croire avoir raison seul contre tous, d'imposer des réformes impopulaires malgré une opposition syndicale forte et digne, un jour ou l'autre le dialogue pourraient malheureusement laisser la place à la violence et la démocratie apaisée à l'arrivée au pouvoir de partis aux idées peu en phase avec la démocratie.

Cette année 2023 s'est engagée aussi pour la DGFIP sous de bien tristes auspices, avec notamment les conséquences de la loi de finances, qui frappe une fois encore la DGFIP et notre direction en matière de suppressions d'emplois. Sur ce point, nous réaffirmons que pour Solidaires Finances Publiques, aucune suppression d'emplois n'est légitime. C'est pour cette raison que nous n'avons pas participé au CSAL dédié car nous ne pouvons apporter le moindre crédit à votre vision déstructurante et mortifère de la DGFIP, de ses missions, de ses structures et des conditions de travail de ses agents.

Dès lors, la déclinaison actée par la Direction locale des suppressions d'emploi ne relève que de votre seule responsabilité, mais sachez que rien dans les faits, rien dans les réalités des services, rien dans l'exercice des missions, rien dans les attentes des usagers, rien dans les logiques de chaînes de travail, rien en matière d'amélioration des conditions de travail, ne justifie vos arbitrages.

Ainsi, pour 2023, Solidaires Finances Publiques poursuivra sa mission d'information et de sensibilisation des personnels afin de construire, avec eux, les propositions et les rapports de force indispensables pour donner à la DGFIP tous les moyens nécessaires à son bon fonctionnement et au respect des droits et garanties des personnels. De plus, nous réaffirmerons l'importance, au regard de l'étendue et de la technicité de nos missions, de stopper les suppressions d'emplois, de recourir exclusivement à des recrutements par concours et non à des emplois contractualisés car précaires, à revaloriser significativement le régime indemnitaire de tous les agents, et ce en dehors de toute logique de mérite individuel. En effet, si, depuis des années, la DGFIP tient le choc face à toutes les charges qui lui incombent, c'est bien par la force de son collectif. Et c'est ce collectif et donc l'ensemble des agents qui doit être reconnu dans sa globalité.

Avec le Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) qui s'annonce, Solidaires Finances Publiques continuera de porter ses ambitions pour la DGFIP. Nous porterons aussi avec

force et détermination nos ambitions pour les personnels. Car, du côté des pouvoirs publics et de la DGFIP en particulier, ils ont été les grands oubliés et méprisés de la période qui vient de s'écouler, marquée par une crise sanitaire sans précédent, puis une crise économique où le pouvoir d'achat est mis à mal, notamment pour les agents de la fonction publique.

Par ailleurs, Solidaires Finances Publiques tient à formuler un vœu complémentaire pour 2023 :

- Le renforcement des mesures de protection et de sécurité pour les personnels. Le drame de Bullecourt (62) est encore dans tous les esprits, et il doit guider les mesures devant nationalement et localement être prises pour assurer la protection de tous. Au mois de janvier, à nouveau, un agent d'accueil de la DRFIP Paris a été agressé sur son lieu de travail. Le temps du déni, le temps de la temporisation face à des agressions jugées parfois comme isolées ou « naturelles » est révolu. Il est de votre responsabilité de faire en sorte que tous les outils à la portée des agents (DUERP, fiches de signalement...) soient pleinement utilisés et exploités. Mais il faut également donner aux agents en charge de missions de contrôle, de recouvrement, d'accueil, les moyens de mener à bien leur mission. Il faut aussi au travers des mesures réglementaires, au regard de l'organisation des structures, vous assurer que les usagers ne soient pas « exaspérés » par l'absence de proximité de services publics et au cas particulier de services de la DGFIP. Ainsi, le réensemencement de nos territoires par des services publics DGFIP de proximité est une impérieuse nécessité. Et ne nous dites pas que les Maisons France Services sont la solution : l'expérience a montré que ce n'était pas le cas.

Vous avez choisi, Monsieur le Directeur, au niveau local une communication très succincte par rapport au drame de Bullecourt.

Un groupe de travail national a été mis en place. Il a été abordé :

-les sujets du renseignement interne et externe avec l'accès au fichier des antécédents judiciaires (TAJ)

-l'anonymisation des procédures

-la question du lieu de contrôle avec une modification de l'article L13 du PLF et un possible recours à des lieux tels que des mairies, des EFS...

-mise à disposition de véhicules par la DGFIP

-Distribution en cours de téléphones portables avec un bouton SOS

-enrichissement de la formation initiale sans proposition concrète à ce jour

Notre question est simple, M le Directeur, avez-vous repris contact avec l'ensemble des agents ou envisagez-vous de le faire rapidement ? En effet les agents, en charge du contrôle fiscal se sentent incompris et ont l'impression que leur sort vous est indifférent.

Nous ne pouvons conclure cette déclaration liminaire sans faire un focus particulier sur la réforme des retraites qui s'annonce. Alors que notre direction compte un grand nombre d'agents « potentiellement » concernés par les impacts négatifs (diminution des pensions, allongement de l'âge légal de départ à la retraite...) du projet du gouvernement, **Solidaires Finances Publiques 42**, avec l'ensemble des organisations syndicales du département a appelé aux mobilisations et à la grève et dans la dynamique nationale portée par nos organisations, et s'est inscrit et s'inscrira encore pleinement dans le combat contre la nouvelle réforme des retraites adopté hier sans vote.

*Monsieur le Président*, vous l'aurez compris Solidaires Finances Publiques ne lâchera rien de ce qui a fait son identité, son authenticité. Nous continuerons plus que jamais en 2023 à nous mobiliser pour une DGFIP renforcée, reconnue, réhumanisée au service de l'intérêt général, de la justice fiscale, sociale et environnementale et pour un monde meilleur, plus juste, plus humain, plus solidaire.